

Israël, États-Unis et l'avenir de la Palestine

La politique israélienne, l'envergure des colonies, les divisions des Palestiniens et les déclarations de Trump semblent indiquer la fin de la solution à deux États.

Mariano Aguirre

Ces dernières années, les guerres en Syrie, en Irak, au Yémen et en Libye et les deux tentatives échouées de l'administration de Barack Obama d'atteindre un accord ont conduit Washington et la plupart des gouvernements européens à considérer la question palestinienne comme une « cause perdue ». La droitisation de la coalition du gouvernement en Israël, la recrudescence de la politique des colonies, la faiblesse de l'Autorité palestinienne, la division entre Al Fatah et le Hamas et la croissante violence individuelle des Palestiniens et des colons israéliens démontrent la gravité de la situation. À tout cela, il faut ajouter les premières indications du nouveau président des États-Unis, Donald Trump, qui pourraient enterrer définitivement la « solution à deux États ».

L'abstention des États-Unis lors du vote du 23 décembre 2016 du Conseil de sécurité des Nations unies a permis l'approbation de la Résolution 2334 (2016) qui qualifie la politique israélienne des colonies (colonisation) sur les territoires occupés de la Palestine de « flagrante violation du Droit International » et souligne son manque de « validité légale ». Traditionnellement, les États-Unis bloquaient toute tentative de condamnation d'Israël devant le Conseil de sécurité. Cette fois-ci, il n'en a pas été ainsi.

L'administration Obama avait posé son veto en 2011 à une résolution qui condamnait les colonies et avait voté contre la reconnaissance de l'État palestinien en 2012, lorsque l'Assemblée générale a approuvé le statut d'État observateur non-membre de l'État palestinien. En ces occasions, elle avait expliqué son refus, sous prétexte qu'il fallait donner une chance aux négociations et que les déclarations unilatérales étaient contre-productives.

La proposition de Kerry

L'abstention des USA face à la Résolution 2334 est tardive car Washington, malgré plusieurs tentatives de relancer les négociations, n'a jamais été un médiateur neutre. Pendant des décennies, les gouvernements nord-américains ont montré leur appui aux résolutions de l'ONU, tout en appuyant les gouvernements israéliens qui ont occupé la Cisjordanie de façon croissante, bombardé Gaza et violé systématiquement le Droit International.

Mais avant de quitter la Maison Blanche, Obama et son secrétaire d'État, John Kerry, ont voulu établir les lignes directrices d'une solution négociée au conflit basée sur les résolutions de l'ONU approuvées ces sept dernières décennies, les dits « paramètres de Clinton » de l'année 2000 et une série de propositions et d'initiatives pour la résolution du conflit. L'ancien président James Carter, parmi d'autres, considérait qu'Obama pourrait effectuer un troisième pas, c'est-à-dire reconnaître l'État palestinien, au cours de la conférence internationale sur le conflit convoquée par la France en janvier 2017. Washington ne l'a pas fait, et Israël n'a pas assisté à cet événement.

Mais en complément de l'abstention au Conseil de sécurité, John Kerry a présenté le 28 décembre un plan détaillé. Sa proposition consistait, d'abord, à établir des frontières basées sur les lignes définies par la Résolution 242, qui indiquait qu'Israël devait se retirer des territoires occupés en 1967, en échange de la paix avec l'ensemble des pays arabes. Deuxièmement, établir un État palestinien en Cisjordanie, Gaza et Jérusalem Oriental présentant une continuité territoriale aux côtés de l'État d'Israël. Troisièmement, trouver une solution, avec l'aide des USA et de la communauté internationale, pour le retour ou le dédommagement des réfugiés palestiniens des guerres de 1948 et 1967 (5,15 millions enregistrés par l'UNRWA).

Quatrièmement, Kerry a proposé de négocier une solution pour Jérusalem envisageant l'accès aux lieux sacrés pour les juifs, les musulmans et les chrétiens, et que l'État palestinien établisse à l'avenir sa capitale dans la partie Est de la ville. Cinquièmement, en finir avec l'occupation en Cisjordanie et négocier en même temps des accords de sécurité pour Israël avec l'Égypte, la Jordanie, le Liban et l'Autorité palestinienne. Et sixièmement, normaliser les relations entre Israël et les États arabes, en suivant les directrices de l'Initiative de Paix Arabe.

L'héritage d'Obama

Aucune de ces propositions ne constitue une nouveauté. Certaines ont été lancées par des administrations précédentes. Mais l'ancien président et son secrétaire d'État ont décidé de les relancer, proba-



Vue du mur de séparation israélien en Cisjordanie./THOMAS COEX/AFP/GETTY IMAGES

blement pour deux raisons. Tout d'abord, la résolution de ce conflit constituait l'une des plus grandes initiatives diplomatiques d'Obama. Sa confrontation avec le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, était tout aussi publique comme il était évident que ce dernier n'a jamais eu l'intention d'arriver à un accord avec les Palestiniens. Lors de son discours, en septembre 2016, devant l'Assemblée générale de l'ONU, Obama avait indiqué qu'Israël « ne peut pas occuper en permanence et coloniser des terres palestiniennes ». Washington a, à nouveau, confirmé en décembre que la responsabilité de ne pas aboutir à la paix revient au gouvernement israélien.

Deuxièmement, Obama a voulu laisser deux héritages au Moyen-Orient : l'accord sur le programme nucléaire iranien et les lignes directrices pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Ces questions ont acquis un plus grand poids depuis que Trump a remporté les élections présidentielles. Jusqu'alors, Obama aurait spéculé sur le fait que Hillary Clinton pourrait tenter à nouveau de faire aboutir des négociations entre Palestiniens et Israéliens et qu'elle respecterait l'accord avec l'Iran. Le nouveau président à la Maison Blanche a remis tout cela en question. Comme sur d'autres sujets, il s'est tout d'abord montré favorable à la politique de colonisation, mais il a ensuite critiqué tièdement Israël sur cette question.

De même, Trump a nommé David Friedmann, juif américain d'extrême droite, ambassadeur en Israël. Celui-ci appuie la politique des colonies et a proposé de reconnaître, à l'encontre du consensus diplomatique international, Jérusalem en tant que capitale d'Israël. Actuellement, les ambassades des États-Unis et des autres pays du monde opèrent depuis Tel Aviv puisque

l'on considère que Jérusalem fait partie de l'occupation de 1967. Transférer l'ambassade peut avoir de sérieuses conséquences dans tout le monde musulman. De plus, cela supposerait pour le gouvernement de Netanyahu une confrontation avec l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe avec lesquelles il a établi de bonnes relations, et probablement avec le gouvernement russe, pays avec lequel il maintient aussi une excellente relation de collaboration. Moscou s'opposerait à cette initiative dans le cadre de la tension politique avec Washington au Moyen-Orient.

Bien que peu précis, le président Trump a indiqué, lors de sa conférence de presse du 15 février avec Netanyahu à Washington, qu'il serait satisfait avec « un ou deux États » dans la mesure où les Israéliens et les Palestiniens seraient « contents » avec la solution. Cette ambiguïté ouvre la porte à un changement dans la politique que suivaient les États-Unis depuis Bill Clinton. En même temps, il a

annoncé qu'il présenterait un plan avec des idées novatrices pour le conflit. S'il existe, ce plan, qu'il semblerait tenter d'accorder avec l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe, pourrait consister à offrir plus d'autonomie et un certain contrôle sur quelques zones et quelques villes à l'Autorité palestinienne, étendre les colonies qui existent déjà, ne pas en créer de nouvelles et retarder l'idée du transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem. Ce plan serait insuffisant pour les Palestiniens, puisqu'il n'envisage pas la création d'un État, et il ne serait pas non plus suffisant pour les colons et les alliés de la coalition de gouvernement de Netanyahu, qui désirent légaliser l'occupation de la Cisjordanie au cours de ce mandat.

Consensus favorable au Grand Israël

Malheureusement, les années précédentes Obama n'a pas exprimé les choses aussi clairement qu'au cours de ses derniers jours à la Maison Blanche et il n'a pas fait pression sur Israël au moyen de la diplomatie et l'aide militaire. Au contraire, son administration a été celle qui a fourni le plus d'aide militaire à Israël depuis six décennies. De plus, il a engagé les États-Unis à fournir 38 milliards de dollars ces prochaines années. Selon les chiffres officiels, Washington a consacré plus de la moitié de l'aide militaire extérieure à ce pays.

Malgré ces aides, Netanyahu a humilié Obama publiquement, alors que le consensus politique favorable à l'occupation et la politique des colonies, afin de contrôler toute la Cisjordanie et créer un « Grand Israël » est devenu hégémonique dans le spectre politique israélien.

La majorité de la société israélienne appuie directement ou indirectement l'occupation, alors que le dit « secteur favorable à la paix » est devenu très minoritaire. De plus, le Parlement israélien est en train d'approuver des lois qui légalisent les colonies, même celles qui sont illégales selon la législation israélienne et le Droit International (par exemple, lorsqu'il existe des titres de propriété palestinienne des rares terres déclarées non saisissables par Israël). Depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, le gouvernement israélien a autorisé de nouvelles colonies.

Netanyahou dirige une coalition de partis et de leaders qui rejette la solution des deux États et qui pratique activement la colonisation complète des territoires palestiniens. Le premier ministre a exprimé clairement dans ses discours et ses politiques que la « solution à deux États » est morte. Ladite « réalité des faits sur le terrain » (les colonies) a changé la physionomie de la Cisjordanie et c'est ce qui compte et non pas le Droit International ou les exigences des Palestiniens. Netanyahou est aussi appuyé par des politiciens qui proposent d'intégrer les Palestiniens dans une « solution d'un seul État » mais avec des droits civils limités.

Un État juif ou un État démocratique ?

Un des principaux arguments pour la solution des deux États est que si Israël poursuit sa politique des colonies, il deviendra un État juif qui opprimerait les citoyens palestiniens avec un régime d'*apartheid*. Certains hommes politiques israéliens de droite, contraires aux deux États, proposent d'intégrer les Palestiniens comme des citoyens de seconde catégorie dans un processus à long terme. Une autre option serait de devenir un État démocratique et incluant où les Juifs et les Arabes (et d'autres identités ethniques) jouiraient des mêmes droits civils.

Certains secteurs en Palestine considèrent que s'ils ne peuvent pas avoir un État et que leur territoire est absorbé par Israël, alors ils devront lutter pour l'égalité de droits citoyens dans l'État israélien. Selon un sondage effectué sur les territoires occupés à la fin 2016 par le Palestinian Center for Policy and Survey Research, deux tiers de l'opinion publique palestinienne considèrent que la solution à deux États n'est pas viable. De même, 36 % des personnes interviewées sont favorables à la lutte pour l'égalité des droits au sein d'Israël. Le professeur Pdraig O'Malley, expert en paix et réconciliation de l'Université de Massachusetts et auteur de *The two-state solution* (2015) considère que le discours excluant et de haine prédomine dans les deux communautés. Selon lui, « la croissante méfiance entre les parties, la croissante complexité des faits sur le terrain et l'instinct politique d'auto-préservation » rendent la solution à deux États fortement improbable.

En Israël, le sentiment de refus de l'existence d'un État palestinien prédomine, de même que le refus de partager l'égalité de droits. Selon ce qu'écrit Lisa Goldman dans la revue numérique +972, « les Israéliens ne

Les colonies

L'occupation n'a pas cessé depuis 1967, mais le nombre de colonies s'est accru de 25 % depuis 2009. Le nombre et l'extension de ces colonies rendent maintenant pratiquement impossible la solution à deux États. Certaines sont des villes établies, telle Ma'aleh Adumim avec presque 40 000 habitants. Personne ne croit qu'il soit réellement possible de les démanteler. De même, la géographie de l'occupation rend impossible l'existence à l'avenir d'un État palestinien avec une continuité territoriale. La gestion partagée de Jérusalem entre juifs, arabes et chrétiens semblent aussi impossible, malgré divers plans proposés depuis presque un siècle.

Israël avance rapidement dans le sens d'un État juif où vivront des millions de Palestiniens avec un statut de citoyens de seconde catégorie et où l'on trouvera des zones palestiniennes entourées de citoyens et de sécurité israéliens, semblables aux bantoustans de populations noire dans le système de l'*apartheid* sud-africain. 5,3 millions de Palestiniens vivent en Cisjordanie, à Gaza, à Jérusalem-Est et en Israël, dont 2,8 millions en Cisjordanie.

En Israël, il y a 8 209 947 habitants. 75 % sont juifs, 21 % arabes et 4 % d'autres origines ethniques. Selon les données officielles de l'État d'Israël, il y a 547 000 colons israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Le taux de natalité des colons est deux fois et demie plus élevé qu'en Israël (4,4 % face à 1,9 %). Depuis 1967, le gouvernement israélien a autorisé l'installation de colons dans 12 districts importants de la municipalité de Jérusalem.

ressentent aucune douleur face à l'occupation, et il ne la ressentiront pas, tant que l'armée continuera à être forte et l'économie néolibérale continuera ses succès, avec Israël offrant des biens, des services et des technologies à d'autres pays voulant acheter ou investir. Maintenant, avec (...) l'administration Trump, qui de façon ouverte ne s'inquiète absolument pas des valeurs essentielles de la démocratie (plutôt le contraire), le gouvernement de Netanyahou n'a pas à craindre les critiques face à la poursuite de la colonisation en Cisjordanie, tandis qu'il prétend qu'il n'a aucune responsabilité dans la crise humanitaire à Gaza ».

Cette situation présente le risque d'aggraver le conflit et d'accroître la violence. Depuis 2014, les attaques contre des Israéliens par des Palestiniens non liés à des groupes politiques ont augmenté de même que les attentats de colons contre des Palestiniens et leurs biens. En spéculant sur l'avenir d'Israël, Yossi Alpher, ancien analyste du Mossad, considère dans son livre *No end of conflict: Rethinking Israel-Palestine* (2016) que la scène la plus probable, et grave, pour ce pays, pour le Moyen-Orient, l'Europe et les États-Unis serait : « La combinaison de domination politique par la branche messianique du judaïsme dirigée par les colons, une opposition palestinienne en colère et avec une dysfonction chronique, la peur traditionnelle (et tristement parfois justifiée) juive de la persécution, et vivre dans un très mauvais contexte. (Cela provoquerait qu') Israël agirait de plus en plus comme ses voisins tribaux. La Palestine serait perçue comme un État par les Nations unies et une série d'États du monde, mais il ne s'agirait en fait que d'un certain nombre d'enclaves violentes, déstructurées et semi-autonomes (dont Gaza et la Cisjordanie, et les Zones A et B) et leurs résidents seraient de plus en plus

confus, entourés par Israël au milieu d'un Moyen-Orient instable et dans une crise profonde ».

Un instrument légal

Malgré son caractère apparemment symbolique, l'approbation de la Résolution 2334, qui condamne l'occupation à travers le dessaisissement systématique de terres aux Palestiniens et la construction de colonies, est particulièrement importante du point de vue du Droit International. La résolution renforce la possibilité de présenter des plaintes, par exemple, auprès de la Cour pénale internationale, contre les politiques d'occupation d'Israël et les violations des droits de l'Homme et des résolutions de l'ONU précédentes. De même, la résolution pourrait être utile pour que des États européens, et l'Union européenne, adoptent des politiques plus fermes vis-à-vis d'Israël en raison des violations du Droit International et pour poursuivre la campagne internationale de boycott des produits fabriqués sur les territoires occupés.

D'un autre côté, la réaction outrée du premier ministre israélien et du chœur de politiciens et commentateurs en Israël, aux USA et en Europe (dont la première ministre britannique, Theresa May) montrent l'inquiétude face au précédent selon lequel Washington pourrait faire pression sur Israël. Ainsi que l'indique Henry Siegman, président émérite du US/Middle East Project, il est important que les Israéliens et les nouvelles générations palestiniennes sachent qu'à un certain moment l'appui inconditionnel des USA aux politiques expansionnistes d'Israël pourrait changer.

Au vu de la politique israélienne, l'envergure des colonies, la difficulté des sujets qu'il faudrait négocier et les divisions et faiblesses des Palestiniens, on peut conclure que la solution à deux États est arrivée à sa fin. En même

temps, il ne semble y avoir aucune autre option n'impliquant pas une continuation du conflit par d'autres moyens et sous de nouvelles formes. Il s'agirait, donc, d'une « cause perdue » selon le point de vue de la négociation tentée depuis des décennies. Mais cela ne veut pas dire que les changements politiques et les événements dramatiques et violents ne vont pas continuer à se produire. Le dessaisissement systématique de terres aux Palestiniens provoque des déplacements de famille qui n'ont plus où se rendre. Les camps de réfugiés palestiniens en Cisjordanie sont source de rancœur et on ignore jusqu'à quand la communauté internationale va continuer à maintenir les millions de Palestiniens distribués dans plusieurs pays.

Le rêve des faucons israéliens est que l'Égypte s'occupe de gérer la bande de Gaza, où 1,8 millions de personnes vivent enfermées, et que les Palestiniens qui habitent à Jérusalem-Est et en Cisjordanie partent, enfin, en Jordanie. Ces deux options constituent une fantaisie. L'Égypte a déjà suffisamment de problèmes (pauvreté, inégalité, répression) pour inclure la population de Gaza et l'organisation du Hamas. Et ni le gouvernement jordanien ni la population, bien que majoritairement palestinienne, ne sont disposés à rompre la délicate fragilité de leur pays en incorporant des millions de réfugiés (ajoutés à ceux qu'ils ont déjà accueillis de Syrie).

Mais, fondamentalement, la majorité des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie n'ont aucunement l'intention d'abandonner leur terre (dans une région qui produit des millions de réfugiés, dont bon nombre de Syrie et d'Irak, qui sont refusés en Europe, aux États-Unis et dans d'autres pays arabes). Leur ôter l'option d'avoir leur État, et laisser les leaders palestiniens sans alternative, tout en imposant un système d'*apartheid*, c'est les inviter à de futures rebellions collectives ou individuelles. ■

FONDATION AL FANAR: Traduction et analyse
du monde arabe depuis 2002



www.fundacionalfanar.org